

Bulletin d'histoire politique

La famine ukrainienne de 1932-1933 : un génocide ?

Robert Aird



Volume 11, Number 3, Spring 2003

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060745ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060745ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique
Lux Éditeur

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Aird, R. (2003). La famine ukrainienne de 1932-1933 : un génocide ? *Bulletin d'histoire politique*, 11(3), 117–127. <https://doi.org/10.7202/1060745ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2003

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La famine ukrainienne de 1932-1933 : un génocide ?

ROBERT AIRD
Historien

Depuis la chute de l'URSS et l'ouverture des archives sur son histoire, les ouvrages sur le communisme, et surtout sur ses crimes, se sont multipliés de façon étonnante. Cet état de choses a permis d'éclaircir certaines périodes de l'histoire. L'une de celles-ci concerne la famine ukrainienne de 1932-1933. Avant les années 1990, de nombreux érudits refusaient de reconnaître la responsabilité criminelle du régime soviétique, malgré plusieurs indices, témoignages et études, dont celle de Robert Conquest, un pionnier sur l'étude de la famine ukrainienne. Aujourd'hui, nier la responsabilité criminelle de ce crime de masse équivaut à nier la Shoah. Nous ne tiendrons donc pas compte de ces négationnistes.

Malgré les nombreux ouvrages sur la terreur et la violence soviétiques, peu d'érudits ont osé caractériser la famine ukrainienne. Si on admet qu'il s'agit d'un crime contre l'humanité, peut-on la définir comme un génocide ? Si tel est le cas, de quel type de génocide parle-t-on, et par quelle définition procède-t-on pour la qualifier comme tel ? De plus, parler de génocide ukrainien mène-t-il à amenuiser la singularité de la Shoah ? On comprend que la qualifier comme un génocide mène inévitablement à la comparaison. À partir de plusieurs ouvrages et d'analyses d'historiens (voir la bibliographie), nous tenterons de répondre à ces questions sans avoir, par contre, la certitude de la raison à ce sujet. En effet, nous verrons que les réponses à ce type de questions relèvent surtout d'interprétations et que tout dépend de la définition que l'on donne au terme *génocide*. Étant donné que la plupart des historiens effleurent seulement le cas de la famine en tant que génocide, en abordant les crimes du communisme en général, et surtout en les comparant au nazisme, nous sortirons inévitablement du cadre de la famine. Toutefois, nous tenterons autant que possible de nous concentrer sur ce cas en particulier qui fut le plus meurtrier et qui peut se définir davantage comme un génocide comparativement aux autres crimes soviétiques.

DÉFINITIONS DU TERME GÉNOCIDE

Pour commencer, il est inévitable de définir ce qu'est un génocide et de ressortir le questionnement à ce sujet. D'abord, soulignons la définition du

génocide selon la convention de l'ONU de 1948 qui fait office de loi internationale. L'article II désigne des actes « commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux ». Ces actes sont précisés en quatre points : « a) meurtre de membres du groupe ; b) atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe ; c) soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle ; d) mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe ; e) transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe ».

La principale objection à cette définition, et celle qui concerne notre sujet, est l'exclusion d'un groupe socio-économique et politique. Raphael Lemkin qui inventa le terme de *génocide*, tenta d'ailleurs d'inclure les croyances et les pratiques politiques, mais l'URSS s'y objecta¹. On comprend pourquoi. En effet, il deviendrait évident si ce groupe était inclus dans la convention que les crimes communistes seraient un génocide. On pourrait sans risque, parler de « génocide de classe », comme le fait Stéphane Courtois dans l'introduction du *Livre noir du communisme*. Or la convention de l'ONU n'est pas immuable et il existe d'autres définitions.

Par exemple, l'auteur Yehuda Bauer rejette la définition de l'ONU puisqu'elle fut l'aboutissement d'un stratagème politique entre l'Ouest et l'Est². Steven T. Katz, qui écrit sur l'holocauste, inclut quant à lui dans sa définition du génocide, les groupes politiques, sociaux, économiques et du genre (*gender*)³. Toutefois, il précise que l'intention des auteurs du génocide doit être l'extermination totale et non seulement en partie, ce qui revient en fait à reconnaître seulement le génocide juif par l'Allemagne nazie puisqu'il est bien le seul à viser clairement l'extermination de tout un groupe. Pour ce qui est des groupes politiques et socio-économiques, Bauer fait remarquer qu'il est toujours possible pour ces derniers de trouver une manière d'échapper à l'extermination, contrairement aux groupes ethniques et raciaux. Il cite alors plusieurs exemples, comme le témoin de Jéhovah qui échappe à la persécution en s'enrôlant dans l'armée allemande ou le communiste qui devient finalement un supporteur du national-socialisme.

On peut lui donner raison, mais son argumentation semble plus fragile en ce qui concerne les crimes soviétiques. Il dit lui-même, en prenant l'exemple de la dékoulakisation par Staline, que la définition de ce qu'était un *koulak* (paysan riche) tenait de l'arbitraire. De nombreux paysans pauvres furent atteints par la dékoulakisation, tandis que de grands fermiers supporteurs du régime échappèrent au massacre. Il aurait été intéressant qu'il nous donne plus de renseignements, concernant ces derniers. Par exemple, étaient-ils russes ou ukrainiens ? En admettant tout de même que certains grands fermiers ukrainiens évitèrent les persécutions en étant supporteurs du régime, on peut se demander dans quelle mesure il était possible pour un paysan pauvre ukrainien d'éviter la famine de 1932-1933, à part peut-être le

hasard. Nous ne croyons pas que le régime prit soin de vérifier lesquels appuyèrent la politique du Parti, avant d'affamer les paysans qui travaillaient dans les kolkhozes. Bauer ne s'avance pas là-dessus, et sa comparaison des génocides (les Polonais, les Natifs Américains, les Arméniens...) ne concerne malheureusement pas la famine ukrainienne.

Dans son introduction au *Livre noir du communisme*, Courtois reprend la définition de l'ONU, mais décrit aussi celle, plus large, du nouveau code pénal français : « Le fait, en exécution d'un *plan concerté* tendant à la destruction totale ou *partielle* d'un groupe national, ethnique, racial ou religieux, ou d'un groupe déterminé à partir de tout autre critère arbitraire »⁴. Ainsi, elle reconnaît que « le génocide n'est pas toujours du même type — racial comme dans le cas des Juifs — mais qu'il peut aussi viser des groupes sociaux »⁵. Cette définition permet donc à Courtois, de parler de *génocides* au pluriel en prenant le cas de l'Union Soviétique.

GÉNOCIDE DE CLASSE

En effet, Courtois fait ressortir plusieurs cas qui montrent l'intention d'extermination du régime soviétique contre tous ceux qui pouvaient menacer son pouvoir absolu, ce qui comprend les populations récalcitrantes, des groupes sociaux (la noblesse, la bourgeoisie, l'intelligentsia, etc.) et toutes oppositions politiques supposées ou réelles. Il souligne particulièrement la « décosaquisation » qui correspond à un génocide, puisque selon lui, les Cosaques (femmes, vieillards et enfants compris) furent exterminés en tant que population à l'implantation territoriale déterminée. Il relève également le cas de la liquidation des koulaks qui est liée directement à la famine ukrainienne qui suivit peu après. En effet, la dékoulakisation qui était un moyen de purges — campagnes de ces paysans les plus actifs, ne fut qu'un préambule à la famine de 1932-1933. Ces deux crimes du régime répondent à une action visant à briser toute résistance paysanne face à la collectivisation. En ce qui a trait à la dékoulakisation, Courtois souligne que le mot d'ordre officiel était bien d'« exterminer les Koulaks en tant que classe »⁶. Il ne lui en faut pas plus alors, pour qualifier ce crime de génocide, même si, comme il le précise, il ne s'agissait pas d'extermination directe, mais plutôt de déportation dans des conditions inhumaines et de travail forcé dans les camps qui ne laissaient que peu de chance de survie.

L'historien souligne alors le cas de la grande famine ukrainienne, organisée par le régime et qui fit plus de cinq millions de morts. Il fit alors une déclaration qui souleva la polémique chez plusieurs historiens : « Ici, "le génocide de classe" rejoint le génocide de "race" »⁷. Il rajoute que « la mort de faim d'un enfant de Koulak ukrainien délibérément acculé à la famine par le régime stalinien "vaut" la mort de faim d'un enfant juif d'un ghetto de Varsovie acculé à la famine par le régime nazi »⁸. Avant de résumer la posture

d'historiens à une telle affirmation, remarquons que Courtois fait une erreur historique, à moins qu'il ne s'explique mal. Les koulaks ne pouvaient souffrir de la famine de 1932-1933, puisqu'ils n'étaient plus en Ukraine depuis 1930, mais dans des goulags. Toutefois, son concept de génocide, selon le code pénal français, continue de s'appliquer pour la famine. Concernant les paysans, on peut parler de « classe » ou d'un groupe social qui fut attaqué d'après un plan concerté (une famine sciemment organisée et planifiée par l'État) tendant à sa destruction partielle. Il ne faut pas se méprendre sur la considération de Staline pour les paysans. Si Hitler considère les Juifs comme une race inférieure, un obstacle à la construction de la nouvelle Allemagne et donc un sujet à éliminer, Staline voit le paysan comme un « vieux moujik russe, superstitieux, illettré, politiquement sceptique, hostile au progrès [...], une tache noire dans l'image qu'il se fait de la nouvelle société socialiste. Il doit être détruit »⁹. Le koulak, quant à lui, Vassili Grossman montre qu'il n'est peut-être pas qualifié explicitement de sous-homme par la propagande soviétique, mais de paria, d'ennemi du peuple, de parasite et on ne doit faire preuve d'aucune pitié envers eux, femmes et enfants compris¹⁰. On peut faire alors rapidement une analogie avec la perception des nazis à l'égard des Juifs.

L'historien Marc Lazar s'interroge sur plusieurs interprétations de Courtois, dont celles sur le génocide de classe qui mène à la comparaison aux crimes nazis. Il demande à Courtois comment il peut expliquer que « le génocide de race aboutit à l'établissement de camps d'extermination, et pas le génocide de classe [...] »¹¹. En effet, les koulaks n'ont pas tous été directement exterminés comme le reconnaît Courtois, la majorité étant déportée dans des camps de travail. Lazar reproche à Courtois de ne pas être clair lorsqu'il utilise le terme génocide ou logiques génocidaires. Bref, Lazar reproche à Courtois d'aller plus loin que de simplement repérer des fonctions semblables entre les crimes communistes et nazis, comme la comparaison d'un enfant ukrainien et d'un enfant juif qui meurent de faim. « Si elles visent à établir une identité de nature aux deux formes de répression, et par conséquent aux deux régimes, elles méritent d'être discutées »¹².

L'historien Philippe Burton reproche aussi à Courtois de faire une comparaison à la va-vite des deux totalitarismes et aussi d'utiliser des concepts, comme celui de génocide, forgés par des penseurs qui ne sont pas des historiens, mais des juristes¹³. Sur cette dernière affirmation, Courtois a sans doute raison de souligner qu'il n'y a pas de raison pour qu'un historien se prive des outils de définition mis au point par des juristes, afin de caractériser précisément des actes criminels¹⁴. Trop d'auteurs utilisent des termes comme celui de génocide sans les définir. De plus, si on devait rejeter la définition du génocide établie par des juristes, comment pourrions-nous alors parler de génocide dans le cas des Juifs ou d'autres peuples ? Courtois a eu au moins la prudence de définir ce qu'il entend par le concept de génocide, en

prenant celle du code pénal français. D'après celui-ci, il est bien évident que la dékoulakisation et la famine ukrainienne sont des génocides. Bien qu'elles n'aient pas mené à des camps d'extermination, l'intention du régime d'exterminer, du moins en partie et de diverses façons (famine, déportation massive) la paysannerie, était bien réelle. Toutefois, si Courtois avait considéré seulement la définition de l'ONU, la question serait prise de manière différente. Nous y reviendrons.

UNE COMPARAISON DES GÉNOCIDES

La réplique de Courtois aux critiques précédentes lui permet de s'expliquer davantage sur la comparaison des crimes nazis et communistes. En ce qui concerne la famine, l'argumentation de Courtois est radicale et il n'hésite pas à la mettre sur le même pied d'égalité avec les crimes nazis. Il montre à quel point l'intention de Staline était bien d'assassiner les paysans. Par exemple, ceux qui fuyaient la famine étaient rapidement et immédiatement pris par le NKVD qui les ramenaient dans les régions touchées. Cela équivalait aux nazis qui obligeaient les Juifs à rester dans le ghetto de Varsovie sous peine de mort et qui empêchaient quiconque d'y entrer pour apporter de l'aide. La seule différence d'après Courtois, et qui semble mineure à ses yeux, est que Staline n'avait pas à chercher aux quatre coins du pays la population paysanne à éliminer, puisque celle-ci était facilement localisable (les régions des terres noires, dont l'Ukraine). «[...] il suffisait d'affamer à mort les habitants sur les lieux mêmes d'habitation»¹⁵. Tandis que les nazis qui avaient décidé de garder secret ce qu'ils réservaient aux Juifs, devaient aller les chercher dans toute l'Europe pour les ramener dans des lieux de tuerie cachés et à l'abri des regards indiscrets. Démontrant que Hitler a décidé d'exterminer physiquement les Juifs, suite à une « conséquence logique de la rencontre entre une doctrine politico-idéologique, une nouvelle conjoncture et le constat de rapport de forces »¹⁶, Courtois applique le même raisonnement avec Staline dans sa bataille pour la collectivisation, lorsqu'il décida d'appliquer la « solution finale » de la question paysanne en URSS.

UN GÉNOCIDE NATIONAL L'IMPÉRIALISME SOVIÉTIQUE

L'écrivain ukrainien, Wasyl Hryshko, un ancien dissident soviétique qui connut le goulag, apporte dans son ouvrage sur la famine ukrainienne, commémorant le cinquantième anniversaire de la tragédie, une interprétation différente. Elle démontre que Staline ne s'en prend pas seulement aux paysans, mais aux Ukrainiens en particulier, comme l'indique le titre de l'ouvrage, *The Ukrainian holocaust of 1933*¹⁷.

L'auteur souligne que le communisme totalitaire d'un État impérialiste comme l'Union soviétique qui dirige un État de différentes langues, de différentes cultures et de différentes traditions nationales, requiert une politique d'unification centralisée qui amène inévitablement le gouvernement central à appliquer des méthodes génocidaires pour lutter contre les forces qui pourraient menacer l'objectif communiste d'uniformité centraliste. Selon lui, la cible principale de Moscou est le « bourgeois nationaliste » de toutes les nations, exceptés les Russes. Il s'explique en soulignant que le nationalisme russe est en harmonie avec l'impérialisme et le centralisme soviétique et qu'il est utilisé par le Parti communiste comme un élément essentiel dans le concept du patriotisme soviétique. Bref, soviétisation rime avec russification. Bien qu'il admette que les Russes aient souffert aussi de la terreur de masse, les non-Russes sont victimes d'un génocide soviétique à un degré incomparable, puisque les Russes de l'URSS ne sont pas opprimés en tant que nation. En plus de subir la politique de liquidation des bourgeois ou des koulaks qui s'applique aussi aux Russes, la plupart des nations non russes subissent la répression contre toute forme de nationalisme local et de tendances séparatistes, ce qui inclut la lutte contre la langue et la culture natales. Le régime cherchait une fusion dans une seule entité supranationale appelée le « peuple soviétique » avec une langue, une culture, une histoire et une tradition russes. Bref, le régime visait la russification des nations non russes.

STALINE ATTAQUE LA NATION UKRAINIENNE

L'Ukraine fut sans aucun doute la plus marquée par cette politique. Elle possède une forte tendance nationaliste qui aspire à l'indépendance, une culture, une langue et une tradition qui cherchent à s'émanciper. Or Moscou n'a pas l'intention qu'elle lui glisse entre les doigts. Non seulement elle est « le grenier à blé » de l'Europe qui permet l'industrialisation de l'URSS en exportant le blé au prix de dumping, mais elle représente en 1933, 72,4% de toute la production industrielle¹⁸. Elle possède de nombreuses ressources, telles que le charbon, le minerai de fer, le sucre et l'énergie électrique¹⁹. Comme le souligne Robert Conquest, dont l'analyse rejoint celle de Hryshko sur de nombreux points, « l'ukrainophobie » dont souffre Staline n'a rien d'irrationnel. La population de l'Ukraine « [...] n'était pas réconciliée avec le système, les représentants de la culture nationale et même de nombreux communistes n'acceptaient la férule de Moscou que conditionnellement »²⁰. Voulant alors écraser le nationalisme ukrainien, Staline s'en prend à la paysannerie, représentant plus de 70% de la population ukrainienne et demeurant la source et la force fondamentales de la tradition nationale, de la langue et de l'identité ukrainiennes. Staline exprima d'ailleurs clairement que « le problème des nationalités est, de par son essence même, un problème

de la paysannerie »²¹. Ainsi, Staline comprit que pour soumettre l'Ukraine, il devait frapper le corps de la nation, c'est-à-dire sa paysannerie.

L'attaque contre l'Ukraine est alors totale. Staline débute par la lutte contre les koulaks, qui se déroule principalement en Ukraine où le paysan est plus attaché à sa terre et où le koulak représente le paysan actif et indépendant. Les paysans épargnés par la dékoulakisation sont forcés de rejoindre les kolkhozes. Face à une collectivisation brutale et excessive, une résistance spontanée surgit un peu partout en Ukraine. Déclarés ennemi de l'État, Staline organise une famine en Ukraine, et aussi dans la région du Nord-Caucase, du Don et du Kazakhstan où les paysans résistent aussi à la collectivisation. La dernière bouchée de pain est réquisitionnée et le paysan mourant qui réussit à se procurer un épi est fusillé ou envoyé dans un camp, étant accusé de « vol de la propriété socialiste ». Ajoutons également l'interdiction de livraison de denrées alimentaires, de quitter la région touchée par la famine et de chasser ou pêcher. Pendant ce temps, des milliers de tonnes de blé sont exportées et la région centrale russe, de même que les villes, ne subissent aucune famine.

Comme pour confirmer l'intention du régime d'exterminer l'Ukraine en tant que nation, il procède également à la destruction de la culture ukrainienne. Staline se débarrasse d'abord de l'intelligentsia ukrainienne, porte-parole de la nation, dont les membres sont victimes de purges²². La plupart des intellectuels et savants ukrainiens sont faussement accusés de « complot nationaliste », mais aussi « de s'être employés à rendre l'ukrainien aussi distinct que possible du russe »²³. En 1931, le régime interdit toutes publications indépendantes, ferme les instituts linguistiques de l'académie d'Ukraine et en 1933, il décrète la russification de toutes les sphères de la vie ukrainienne, ce qui comprend l'implantation d'une forte immigration, majoritairement russe²⁴.

Bref, l'analyse de Hryshko nous montre bien qu'il s'agit d'un génocide d'un groupe national, et celle de Conquest semble appuyer cette thèse, puisqu'il démontre bien l'intention du régime de soumettre la nation ukrainienne en écrasant sa paysannerie et en massacrant son intelligentsia. Hryshko inclut aussi les termes de linguicide et d'ethnocide dans la politique de russification²⁵. Ce dernier parle d'un génocide, à la fois socio politique et national. Le régime voulait écraser toute résistance paysanne à la collectivisation, afin de construire le socialisme d'après les plans quinquennaux de Staline. C'est ce qui explique que la famine ne s'étendit pas seulement en Ukraine, mais aussi dans les régions limitrophes. Toutefois, la répression fut beaucoup plus sévère en Ukraine, car Staline cherchait à la briser en tant que nation.

UNE GUERRE ANTIPAYSANNE

Nicolas Werth ne semble pas rejoindre Hryshko. Selon lui, qualifier la famine de 1932-1933 de génocide du peuple ukrainien est fort discutable.

Werth explique que la famine est davantage l'apogée d'une guerre anti-paysanne engagée en 1929 avec la dékoulakisation²⁶. Elle «[...] apparaît comme un épisode décisif dans la mise en place d'un système répressif expérimenté tour à tour, et selon les opportunités politiques de l'heure, contre tel ou tel groupe social »²⁷. Werth reconnaît que l'Ukraine fut de loin la principale victime de la famine et que l'appareil politique ukrainien fut bien épuré. Il souligne également, mais très brièvement, la dimension « impérialiste moscovite »²⁸. Toutefois, il insiste sur le fait que « la répression par la famine touche proportionnellement presque autant les contrées cosaques du Nord-Caucase et du Don, ainsi que le Kazakhstan »²⁹. Le régime affronte ces régions les plus riches qui furent toujours résistantes aux réquisitions et à la collectivisation, et la famine de 1932-1933 est le coup ultime porté par le régime (quoiqu'une autre famine eut lieu en 1946, toujours en Ukraine) contre la résistance paysanne et non contre le peuple ukrainien en tant que tel. Werth minimise donc, en fait il n'élabore pas sur le sujet, l'importance pour le régime d'écraser le nationalisme et la culture des Ukrainiens. Il minimise également la volonté de russification de Moscou sur les nations non russes, dont l'Ukraine est sans doute la plus importante, du point de vue de sa population, de la richesse de son territoire et de sa force nationaliste et culturelle. En dernier lieu, soulignons qu'il n'est tout de même pas banal de constater que l'Ukraine était à plus de 70% paysanne. S'attaquer à celle-ci n'équivaut-elle pas à réprimer l'ensemble du peuple ukrainien ?

INCOMPARABILITÉ ET LIMITES DE LA COMPARAISON

Un autre argument qui refuse de reconnaître un génocide ukrainien, provient de gens qui s'attachent à l'incomparabilité et à la singularité d'Auschwitz. Soulignons que cet argument provient surtout de Juifs et d'Israéliens. Comme le dit si bien Pierre Hassner, on ne peut critiquer la politique d'Israël sans qu'on nous brandisse la Shoah³⁰. Pourtant, les actes d'Israël contre les Palestiniens ne coulent pas dans l'eau de rose... Malheureusement pour ces responsables politiques et militants, la comparaison en histoire est « scientifiquement » légitime, en autant qu'on l'utilise avec précaution et qu'on n'en n'abuse pas, comme le fait Courtois dans *Le livre noir*. De plus, et à notre humble avis, on ne voit pas pourquoi la reconnaissance d'un autre génocide que celui des Juifs vient diminuer la spécificité de la Shoah, bien au contraire. On peut bien faire une comparaison entre le génocide juif et la famine de 1932-1933, mais une différence majeure s'impose, indépendamment des techniques et méthodes utilisées. Les Juifs étaient exterminés en tant que race. Staline ne chercha pas à éliminer les Ukrainiens sous un prétexte racial. On pouvait être un Soviétique d'origine ukrainienne, vivre à l'extérieur de sa région natale, sans que le NKVD vienne nous chercher pour nous déporter dans un camp d'extermination. On

ne soulignera jamais suffisamment le concept racial du nazisme. Finalement, faire comme Courtois une arithmétique comparative et à fabriquer une hiérarchie dans la cruauté n'est pas tenable. À quoi cela mène-t-il ? Pierre Hassner montre bien qu'il y a mieux à faire : « une réflexion philosophique sur ce qui dans la nature humaine et dans le processus de la civilisation a permis les barbaries du XX^e siècle, et une action politique pour empêcher leur retour sous d'autres formes »³¹.

CONCLUSION

Nous avons vu que s'il est incontestable de parler de crime contre l'humanité dans le cas de la famine de 1932-1933, il est plus complexe de parler spécifiquement de génocide. Toutefois, si la définition du génocide comprend le groupe socio politique et socio économique, il devient évident qu'il s'agit d'un génocide. Cependant, Bauer montre bien que l'inclusion de ce type de groupe est contestable. L'analyse de Hryshko et de Conquest nous montre, par contre, que Staline s'attaqua à la nation ukrainienne. Il faut alors sortir du seul cas de la famine et s'attarder sur la politique de russification et de l'impérialisme soviétique à l'égard de l'Ukraine. On constate alors une guerre totale du régime soviétique contre l'Ukraine, afin qu'elle se soumette sans condition à la « construction du socialisme » et au pouvoir stalinien. Nicolas Werth n'est toutefois pas enclin à parler de génocide ukrainien, affirmant que Staline s'en prenait d'abord et avant tout à la paysannerie des régions récalcitrantes à la politique du régime. Il ne nous dit pas cependant, pourquoi il donne peu d'importance à l'épuration de l'appareil politique et de l'intelligentsia ukrainiens, de même qu'à la russification et à l'« impérialisme moscovite ». Soulignons qu'il serait intéressant alors d'étudier la russification et l'impérialisme soviétique dans le cas des autres nations non russes. Il deviendrait alors possible d'analyser dans quelle mesure l'Ukraine fut plus frappée en tant que nation non russe par le régime soviétique.

BIBLIOGRAPHIE

- Burton, Philippe, « Débats et faux-débats », *Communisme*, no. 59-60, 2000.
- Chorbajian, Levon ; Bauer, Yehuda et al., *Studies in Comparative Genocide*, Macmillon/St-Martin's Press, 1999.
- Conquest, Robert, *La grande terreur : les purges staliniennes des années 30*, édition revue et augmentée, précédé de *Sanglantes moissons : la collectivisation des terres en URSS*, Paris, Laffont, 1995.
- Courtois, Stéphane ; Werth, Nicolas ; Panné, Jean-Louis et al., *Le livre noir du communisme. Crimes, terreur et répression*, Paris, Laffont, 1997.

- Courtois, Stéphane, « Le travail historien sur le communisme », *Communisme*, no. 59-60, 2000.
- Hryshko, Wasyl, *The Ukrainian Holocaust of 1933*, Toronto, Bahriany Foundation, 1983.
- Hassner, Pierre, « Le communisme a été aussi meurtrier que le nazisme », *L'Histoire*, no. 247, octobre 2000.
- Lazar, Marc, « Le livre noir du communisme en débat », *Communisme*, no. 59-60, 2000.
- Martchenko, Borys et Woropay, Olexa, *La famine-génocide en Ukraine : 1932-1933*, Paris, publication de l'Est Européen.
- Mongili, Alessandro, *Staline et le stalinisme*, Firenze, Casterman/Giunti, 1995.
- Roussio, Henry (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées*, Complexe, Bruxelles, 1999.
- Werth, Nicolas, « Comment Staline a affamé l'Ukraine », *L'Histoire*, no. 188, mai 1995.

NOTES ET RÉFÉRENCES

1. Levon Chorbajian et al., *Studies in Comparative Genocide*, Macmillan/St-Martin's Press, 1999, p. XVI.
2. Yehuda Bauer, p. 33.
3. Steven T. Katz, *The Holocaust in Historical Context*, New York, Oxford University Press, 1994.
4. Stéphane Courtois, « Les crimes du communisme », dans *Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1997, p. 12.
5. *Ibid.*, p. 12.
6. *Ibid.*, p.13.
7. *Ibid.*, p.14.
8. *Ibid.*, p.14.
9. Alessandro Mongili, *Staline et le stalinisme*, Firenze, Casterman/Giunti, 1995, p. 82.
10. Vassili Grossman, *Tout passe*, Paris, Julliard, 1984, 234 p.
11. Marc Lazar, « Le livre noir du communisme en débat », *Communisme*, no. 59-60, 2000, p. 18.
12. *Ibid.*, p. 17.

13. Philippe Burton, « Débats et faux-débats », *Communisme*, no. 59-60, 2000, p. 85.
14. Stéphane Courtois, « Le travail historique sur le communisme », *Communisme*, no. 59-60, p. 122.
15. *Ibid.*, p. 110.
16. *Ibid.*, p. 115.
17. Voir Wasyl, Hryshko, *The Ukrainian Holocaust of 1933*, Toronto, Bahriany Foundation, 1983, 165 p.
18. Borys Martchenko et Olexa Woropay, *La famine-génocide en Ukraine : 1932-1933*, Paris, Publication de l'Est Européen, 1983, p. 66.
19. *Ibid.*, p. 66.
20. Robert Conquest, *La grande terreur : les purges staliniennes des années 30*, édition revue et augmentée, précédé de *Sanglantes moissons : la collectivisation des terres en URSS*, Paris, Laffont, 1995, p. 233.
21. *Ibid.*, p. 235.
22. *Ibid.*, p. 235.
23. *Ibid.*, p. 234.
24. Arcady Joukovsky, *Histoire de l'Ukraine*, Paris, Dauphin, 1993, p. 104.
25. Hryshko, p. 5.
26. Nicolas Werth, « Comment Staline a affamé l'Ukraine », *L'Histoire*, no. 188, mai 1995, p. 84.
27. *Ibid.*
28. Henry Rousso (dir.), *Stalinisme et nazisme. Histoire et mémoire comparées* ; Nicolas Werth, « Logiques de violence dans l'URSS stalinienne », Complexe, Bruxelles, 1999, p. 110.
29. Werth, « Comment Staline a affamé l'Ukraine », *op. cit.*, p. 84.
30. Pierre Hassner, « Le communisme a été aussi meurtrier que le nazisme », *L'Histoire*, no. 247, octobre 2000, p. 73.
- 31 *Ibid.*